

# Poser les bonnes questions, inventer de nouvelles réponses pour des politiques agricoles adaptées et efficaces

L'ACTUALITÉ EST LÀ pour nous le rappeler : l'agriculture est un des grands enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. L'augmentation des prix des produits alimentaires dans le monde, due en grande partie à leur raréfaction, vient rappeler soudain que la planète doit maîtriser sa consommation et sa production. Auparavant, les famines semblaient réservées à l'Afrique, aux pays en conflit, aux zones victimes de catastrophes climatiques. Désormais la rareté menace pratiquement tous les pays, y compris les plus riches. D'un autre côté, d'aucuns voient la hausse des prix alimentaires comme une opportunité inespérée pour des petits producteurs africains — obligés jusque là de brader leurs productions — de vendre, enfin, à des prix rémunérateurs.

Une seule chose est sûre : la confusion règne et les instruments politiques de réponse à cette confusion semblent tétanisés. Des représentants du Nord, soudain critiques à propos de l'abandon du secteur agricole, proposent à l'Afrique de se doter de politiques agricoles ambitieuses. Or de nombreux gouvernements et les communautés régionales n'ont pas attendu cette crise pour faire preuve d'initiatives allant dans ce sens. Mieux, ils ont souvent conçu et discuté ces politiques avec l'ensemble des acteurs concernés. Mais, accaparés par leur propre agenda et généralement méfiants à l'égard des processus qu'ils ne maîtrisent pas, les partenaires internationaux ont souvent ignoré ces efforts et ne les ont pas ou pas suffisamment accompagnés. Les décideurs africains n'ont pas non plus mis toute l'énergie et les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ces documents de politique : pris entre les exigences de leurs élites urbaines et la quasi-expropriation politique de leurs masses rurales, ils ont de la peine à donner à l'agriculture une forme effective de priorité.

Ainsi, plusieurs années après leur adoption, et malgré la mobilisation des organisations paysannes, la Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale

au Sénégal, la Loi d'orientation agricole du Mali, les politiques agricoles de la Cedeao (Ecowap) et de l'Uemoa (PAU), etc. restent des ambitions dont la mise en œuvre est balbutiante.

Au-delà de cette « co-responsabilité Nord-Sud », des questions majeures demeurent pour concevoir des politiques efficaces. Les ignorer et céder à cette vieille tentation de transposer des modèles de politiques agricoles du Nord serait une grave erreur. La première question concerne la vision à long terme. De quelles agricultures les sociétés africaines ont-elles besoin ? Comment assurer la transformation et la modernisation de ces agricultures ? La deuxième a trait à « l'articulation des échelles » : qu'est-ce qu'il faut impulser et réguler au niveau national ? À l'échelle régionale ? Et comment assurer la cohérence et la complémentarité entre ces deux niveaux, alors que les institutions sont fragiles ? La troisième a trait à la question internationale : la crise actuelle donne autant d'arguments aux tenants de la libéralisation des marchés qu'à ceux de la protection, même si ces derniers trouvent des hérauts inattendus au Nord. Comment réguler des marchés internationaux devenus « fous », compte tenu de tous les échecs du passé ? Enfin, comment financer ces politiques agricoles et avec quels instruments ? Face à l'urgence de la situation, le risque est de réchauffer les vieilles certitudes alors qu'il nous faut inventer de nouvelles réponses.

Ce numéro ne répond pas à l'ensemble de ces interrogations. Il tente d'instruire le débat, de recueillir les pistes de proposition et d'organiser le dialogue entre décideurs publics, experts, représentants des organisations paysannes, etc. En espérant apporter sa modeste contribution à des politiques agricoles adaptées, efficaces et qui profitent au plus grand nombre — plus que jamais indispensables.

---

Ibrahim Assane Mayaki  
Ancien Premier ministre du Niger  
Directeur exécutif du Hub Rural